

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 22

Objet de la délibération: Direction
Envibus et Régie - Prestations de services
de transports publics urbains de
voyageurs et Construction d'un dépôt de
bus - Avenant n° 3 au marché n°
2018_367 SA KEOLIS

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.062

Date de la convocation :
Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Monsieur OCCELLI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 12 juin 2019, à la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS le marché n° 2018_367 de « Prestations de services de transport urbain de voyageurs et construction d'un dépôt de bus ».

Il s'agit d'un marché global de performance avec un début d'exécution fixé au 1er juillet 2019. La durée du marché est de quatre (4) ans ferme. A l'issue des quatre (4) ans, le marché est reconductible trois (3) fois, par période d'un (1) an, sans que la durée totale ne puisse excéder sept (7) ans.

Par délibération n° 2019.143 en date du 15 juillet 2019, le Bureau Communautaire a approuvé l'avenant n°1 qui a eu pour objet d'opérer le transfert du marché n° 2018_367 de la SA KEOLIS à la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, société dédiée, afin de faciliter la gestion tant financière que sociale des prestations prévues contractuellement.

Par délibération n° 2019.172 en date du 23 septembre 2019, le Bureau Communautaire a approuvé l'avenant n° 2 qui a eu pour objet de modifier l'annexe 3 au C.C.A.P relative aux objectifs de performance. Il s'est agi de corriger une erreur matérielle sur l'objectif « Exploitation du réseau et dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité du service public – le taux de courses effectuées ».

Devant la propagation du virus SARS-COV-2, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, puis prorogé par la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prolongation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, le Gouvernement a prescrit, par décret n° 2020-293 du 23 mars 2020, tel que modifié en dernier lieu par le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, un ensemble de mesures applicables à l'ensemble du territoire métropolitain de la République, tendant à préserver autant que possible la santé publique.

L'état d'urgence sanitaire a de nouveau été prolongé par la loi n°2021-160 du 15 février 2021 jusqu'au 1er juin 2021. Dans ce contexte, le Gouvernement a procédé à la modification du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 par le décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ces textes comprennent en particulier les mesures suivantes, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020 :

- Suspension, à tout le moins jusqu'au 11 mai 2020, de l'accueil des usagers de l'ensemble des établissements d'enseignement scolaire et supérieur, y compris en ce qui concerne les activités périscolaires (article 9) ;
- Restriction, à tout le moins jusqu'à la même date, de la liberté individuelle d'aller et venir, les seuls motifs permettant encore les déplacements étant limitativement énumérés (article 3) ;
- Obligation, pour tout opérateur de transport public collectif routier, de mettre en œuvre une série de mesures propres à assurer des conditions d'hygiène et de salubrité particulières pour lutter contre la propagation du virus COVID-19 tout en assurant la continuité des services de transports (article 6).

Ces circonstances exceptionnelles ont conduit à une modification des conditions d'exécution du marché n° 2018_367 de Prestations de services de transport urbain de voyageurs et construction d'un dépôt de bus, durant la période susvisée.

En effet, de par la fermeture de tous les établissements scolaires, et leur desserte en transport public rendue inutile, les prestations de desserte de certains établissements scolaires n'ont pas été exécutées. Par ailleurs, toutes les courses et services initialement prévus n'ont été que partiellement réalisés.

Enfin, compte tenu des nouvelles normes sanitaires, le titulaire a dû faire face à des surcoûts d'exploitation (concernant, en particulier, la désinfection des véhicules, la fourniture d'équipements de protection individuels, ...).

Eu égard à ces circonstances exceptionnelles, le marché n° 2018_367 doit être avenanté, conformément à l'article 6-4° de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ainsi qu'à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique, pour traduire les conséquences notamment financières de la modification apportée aux conditions d'exécution des services.

Le présent avenant a pour objet de formaliser, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020, la modification des services et l'incidence financière qui en résulte à savoir :

- Les impacts financiers des modifications de l'offre de services ;
- Les surcoûts liés à la mise en place des nouvelles normes sanitaires (la désinfection des véhicules, la fourniture d'équipements de protection individuels ...).

Compte tenu de la fermeture de tous les établissements scolaires, y compris ceux desservis par le titulaire du présent marché, via des lignes de transport urbain, les prestations afférentes ont été partiellement exécutées. Toutefois, la C.A.S.A a maintenu le paiement mensuel des prestations forfaitaires, partiellement exécutées, en application de l'article 6- 4° de l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

En conséquence, il subsiste un écart entre les prestations réglées par la C.A.S.A et les prestations effectivement exécutées par la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ; cet écart bénéficiant à la C.A.S.A est de 1 553 554,41 € HT (dont marge rétrocédée de 29 109,39 € HT), pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020.

La SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS adressera donc à la C.A.S.A, dès notification du présent avenant n° 3, un avoir détaillé du trop-perçu la concernant, faisant apparaître l'excédent de 1 553 554,41 € HT.

Afin de tenir compte des nouvelles normes sanitaires imposées par le Gouvernement, et leur mise en place au sein de l'exploitation, la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS a dû faire face à des coûts supplémentaires d'un montant de 68 975,73 € HT. En effet, de nombreux matériels et équipements de protection ont dû être déployés, afin de protéger la clientèle du Réseau Envibus mais également le personnel du titulaire du présent marché.

D'un commun accord entre les parties, il a été convenu que la C.A.S.A prendra à sa charge ces surcoûts liés à la mise en place des nouvelles normes sanitaires, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020.

La SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS adressera donc à la C.A.S.A, dès notification du présent avenant n° 3, un état détaillé des dépenses la concernant, faisant apparaître le surcoût de 68 975,73 € HT.

Les modifications prévues par l'avenant n° 3 sont décomposées comme suit :

Avenant n° 3 Moins-value dont marge rétrocédée : - 1 553 554,41 € H.T

Avenant n° 3 Surcoûts : 68 975,73 € H.T

Montant de l'avenant n° 3 : - 1 484 578,68 € H.T

Le montant du marché après avenant n° 3 est de 99 462 160,91 € H.T :

Marché initial :	100 946 739,59 € H.T
Avenant n° 1 :	Aucune incidence financière
Avenant n° 2 :	Aucune incidence financière
Montant de l'avenant n° 3 :	-1 484 578,68 € H.T
Montant du marché suite à l'avenant n° 3 :	99 462 160,91 € H.T

Enfin, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de COVID-19, les travaux de construction du dépôt de bus ont dû être suspendus, ce qui induit de fait un décalage dans la livraison du dépôt de bus au 30 septembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n° 3 au marché n° 2018_367 à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n° 3, dont le projet est joint en annexe.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 3 au marché n° 2018_367 à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n° 3, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF, CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON, GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT PAUL DE VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET

Prestations de services de transport public urbain de voyageurs et construction d'un dépôt de bus

N° de marché :	2018_367
Date de notification :	12/06/2019
Titulaire :	SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS 205 RUE HENRI LAUGIER ZI TROIS MOULINS 06600 ANTIBES

AVENANT N° 3

Entre,

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, dont le siège social se situe Cours Masséna à Antibes (06600), et représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021,

D'une part,

Et,

La **SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS**, dont le siège social se situe au 205 rue Henri Laugier, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600) et représentée par Nathalie JUSTON, Gérant,

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a notifié le 12 juin 2019, à la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS le marché n°2018_367 de « Prestations de services de transport urbain de voyageurs et construction d'un dépôt de bus ».

Il s'agit d'un marché global de performance avec un début d'exécution fixé au 1^{er} juillet 2019. La durée du marché est de quatre (4) ans ferme. A l'issue des quatre (4) ans, le marché est reconductible trois (3) fois, par période d'un (1) an, sans que la durée totale ne puisse excéder sept (7) ans.

Par délibération en date du 15 juillet 2019, le Bureau Communautaire a approuvé l'avenant n°1 qui a eu pour objet d'opérer le transfert du marché n°2018_367 de la SA KEOLIS à la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, société dédiée, afin de faciliter la gestion tant financière que sociale des prestations prévues contractuellement.

Par délibération en date du 23 septembre 2019, le Bureau Communautaire a approuvé l'avenant n°2 qui a eu pour objet de modifier l'annexe 3 au C.C.A.P relative aux objectifs de performance. Il s'est agi de corriger une erreur matérielle sur l'objectif « Exploitation du réseau et dispositions mises en œuvre pour assurer la continuité du service public – le taux de courses effectuées ».

Devant la propagation du virus SARS-COV-2, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, puis prorogé par la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prolongation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, le Gouvernement a prescrit, par décret n°2020-293 du 23 mars 2020, tel que modifié en dernier lieu par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, un ensemble de mesures applicables à l'ensemble du territoire métropolitain de la République, tendant à préserver autant que possible la santé publique.

Ce décret a été également modifié par les décrets n°2020-1519 du 4 décembre 2020, n°2020-1582 du 14 décembre 2020 et n°2021-76 du 27 janvier 2021.

L'état d'urgence sanitaire a de nouveau été prolongé par la loi n°2021-160 du 15 février 2021 jusqu'au 1^{er} juin 2021. Dans ce contexte, le Gouvernement a procédé à la modification du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 par le décret n°2021-296 du 19 mars 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Ces textes comprennent en particulier les mesures suivantes, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020 :

- Suspension, à tout le moins jusqu'au 11 mai 2020, de l'accueil des usagers de l'ensemble des établissements d'enseignement scolaire et supérieur, y compris en ce qui concerne les activités périscolaires (article 9) ;
- Restriction, à tout le moins jusqu'à la même date, de la liberté individuelle d'aller et venir, les seuls motifs permettant encore les déplacements étant limitativement énumérés (article 3) ;
- Obligation, pour tout opérateur de transport public collectif routier, de mettre en œuvre une série de mesures propres à assurer des conditions d'hygiène et de salubrité particulières pour lutter contre la propagation du virus COVID-19 tout en assurant la continuité des services de transports (article 6).

Ces circonstances exceptionnelles ont conduit à une modification des conditions d'exécution du marché n°2018_367 de Prestations de services de transport urbain de voyageurs et construction d'un dépôt de bus, durant la période susvisée.

En effet, de par la fermeture de tous les établissements scolaires, et leur desserte en transport public rendue inutile, les prestations de desserte de certains établissements scolaires n'ont pas été exécutées. Par ailleurs, toutes les courses et services initialement prévus n'ont été que partiellement réalisés.

Enfin, compte tenu des nouvelles normes sanitaires, le titulaire a dû faire face à des surcoûts d'exploitation (concernant, en particulier, la désinfection des véhicules, la fourniture d'équipements de protection individuels, ...).

Eu égard à ces circonstances exceptionnelles, le marché n°2018_367 doit être avenanté, conformément à l'article 6-4° de l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ainsi qu'à l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique, pour traduire les conséquences notamment financières de la modification apportée aux conditions d'exécution des services.

Compte-tenu de ce qui précède, il convient donc de formaliser, dans le présent avenant n°3, les conditions notamment financières des modifications de la consistance des services opérées pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020.

Article 1- Objet de l'avenant n°3

Le présent avenant a pour objet de formaliser, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020, la modification des services et l'incidence financière qui en résulte à savoir :

- Les impacts financiers des modifications de l'offre de services ;
- Les surcoûts liés à la mise en place des nouvelles normes sanitaires (la désinfection des véhicules, la fourniture d'équipements de protection individuels ...).

Article 2 – Incidence financière liée à la modification de l'offre de services

Compte tenu de la fermeture de tous les établissements scolaires, y compris ceux desservis par le titulaire du présent marché, via des lignes de transport urbain, les prestations afférentes ont été partiellement exécutées. Toutefois, la C.A.S.A a maintenu le paiement mensuel des prestations forfaitaires, partiellement exécutées, en application de l'article 6 4° de l'Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

En conséquence, il subsiste un écart entre les prestations réglées par la C.A.S.A et les prestations effectivement exécutées par la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ; cet écart bénéficiant à la C.A.S.A est de **1 553 554.41€ HT** (dont marge rétrocédée de 29 109,39€HT), pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020.

La SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS adressera donc à la C.A.S.A, dès notification du présent avenant n°3, un avoir détaillé du trop-perçu la concernant, faisant apparaître l'excédent de **1 553 554.41€ HT**.

A réception, la C.A.S.A émettra un titre de recettes afférent à régler par la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, selon les règles de la comptabilité publique.

Article 3 – Incidence financière liée à la mise en place des nouvelles normes sanitaires

Afin de tenir compte des nouvelles normes sanitaires imposées par le Gouvernement, et leur mise en place au sein de l'exploitation, la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS a dû faire face à des coûts supplémentaires d'un montant de **68.975,73 € HT**. En effet, de nombreux matériels et équipements de protection ont dû être déployés, afin de protéger la clientèle du Réseau Envibus mais également le personnel du titulaire du présent marché.

D'un commun accord entre les parties, il a été convenu que la C.A.S.A prendra à sa charge ces surcoûts liés à la mise en place des nouvelles normes sanitaires, pour la période du 16 mars au 23 juillet 2020.

La SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS adressera donc à la C.A.S.A, dès notification du présent avenant n°3, un état détaillé des dépenses la concernant, faisant apparaître le surcoût de **68.975,73€ HT**.

A réception, la C.A.S.A émettra un mandat administratif afférent à régler auprès de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, selon les règles de la comptabilité publique.

Article 4 – Incidence financière sur le marché

Les modifications prévues par l'avenant n°3 sont décomposées comme suit :

Avenant n°3 Moins-value dont marge rétrocédée :	- 1 553 554.41€H.T
Avenant n°3 Surcoûts :	68.975,73€ H.T
Montant de l'avenant n°3 :	- 1 484 578.68€H.T

Le montant du marché après avenant n°3 est de 99 462 160,91€ H.T :

Marché initial :	100 946 739,59 € € H.T
Avenant n°1 :	Aucune incidence financière
Avenant n°2 :	Aucune incidence financière
Montant de l'avenant 3 :	- 1 484 578.68€H.T
Montant du marché suite à l'avenant n°3	99 462 160,91€ H.T

Article 5 – Incidence sur la durée du marché

Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de COVID-19, les travaux de construction du dépôt de bus ont dû être suspendus, ce qui induit de fait un décalage dans la livraison du dépôt de bus.

Ainsi, toutes les dispositions relatives à la construction du dépôt de bus dans les pièces du marché C.C.A.P., C.C.T.P. et annexes sont remplacées par celles-ci :

Construction d'un Dépôt de bus : le titulaire doit garantir avant le 30 septembre 2022 la construction d'un Dépôt de bus à Antibes sur le site des Trois Moulins.

Article 6 – Pièces constitutives de l'avenant n°3

Les pièces constitutives du marché n° 2018_367 sont complétées par le présent avenant n°3.
Sont annexés :

- Le détail des modifications de l'offre de service relatif à l'article 2 du présent avenant ;
- Les factures et preuves de paiement relatives à l'article 3 du présent avenant ;

Article 7 – Dispositions diverses

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Article 8 – Date d'effet du présent avenant

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification.

Fait à Sophia Antipolis, le

**Le Gérant la
SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS,**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Nathalie JUSTON

Jean LEONETTI

Economies réalisées périodes 15/03/2020 au 23/07/2020

Préalable

Données UO COMMERCIALES

Heures commerciales	Ecart Réalisé/EPF
Heures	-32 233,38
km commerciantx	
Articulés 18M	-30 827,17
Standards GNV	-107 607,87
Standards thermiques	-88 592,52
Moyenne capacité long	-123 000,52
Moyenne capacité court	-100 571,59
Minibus 20 places électrique	-11 808,42
Minibus 20 places thermique	-48 845,42
Véhicule moins de 9 places	-2 175,84
Nombre d'heures de moins au 23/7/2020 (UO)	32 233,38
Nombre de kms de moins au 23/7/2020 (UO)	509 429,35
Coefficient d'improductivité selon EPF1	1,139
Coefficient d'improductivité <i>Reel</i>	1,230
Taux de HLP	10,00%

Données UO REALISEES

Heures ETP à payer (Heures commerciales*coef d'improductivité)	39 653,26
Kms Articulés 18M avec HLP	33 909,88
Kms Standards GNV avec HLP	118 368,65
Kms Standards thermiques avec HLP	97 451,78
Kms Moyenne capacité long avec HLP	135 300,58
Kms Moyenne capacité court avec HLP	110 628,75
Kms Minibus 20 places électrique avec HLP	12 989,27
Kms Minibus 20 places thermique avec HLP	49 329,96
Kms Véhicule moins de 9 places avec HLP	2 393,42

Economies réalisées sur Activité Partielle (détailler par type)

Période de prépaye	Type	Nombre d'heures absence indemnisées AP	Montant déduit brut Absence du livre de paie
Du 16/03 au 19/07/2020	CONDUCTEUR	22 769,39	382 647,68
Du 16/03 au 19/07/2020	AGENT DE MAITRISE	1 398,00	24 846,73
Du 16/03 au 19/07/2020	OUVRIER	831,00	12 219,87
Du 16/03 au 19/07/2020	EMPLOYE	1 010,00	13 153,27
Du 16/03 au 19/07/2020	CAJORE	0,00	0,00
	TOTAL	26 008,39	432 867,45

Charges moyennes	48%
Montant total économie salaires suite AP (D47*1,48)	640 168,86

Economies réalisées sur USS arrêts indemnisés spécifique Covid

Nombre d'heures de travail indemnisées USS (100% en conduite)	CONDUCTEUR heures	5 616,85	
	Montant indemnisés USS €	46 890,31	
	Charges moyennes	40%	
	Montant suite USS C53*1,40	65 594,98	11,68 € par heures
	Gains sur 13eme mois CP et PV	17 586,02	
	Total gains sur Arrêts Travail	83 181,00	14,81 € par heures
	Nombre total d'heures conducteurs non effectuées paie	28 386,24	
	Reste nombre à effectuer par recours à l'intérim	11 267,02	
	Montant heures intérim coût moyen base 2020	30,21	
	Coût intérim économisé	340 422,62	
	Taux d'ETP conducteur soumis à charges sociales	7,53%	
	Taux d'ETP conducteur non soumis à charges sociales	2,74%	
	Gains sur Eléments Variables de Paie	67 604,73	
	Economies réalisées sur la main d'Œuvre	1 131 377,21 €	

Economie réalisée sur maintenance et énergie

GO	131 037,53	0,33/km	0,332
GAZ	41 787,19	0,274/km	0,274
Pneus	18 259,94	0,0336/km	0,033
Pièces hors kms bus gaz	60 624,25	0,1496/km	0,149
autres prestations diverses, entretien et réparation de matériel de transport, contrôle technique hors bus gaz	44 685,92	0,1096/km	0,109

Total Economie réalisée sur maintenance et énergie	296 394,82 €
--	--------------

Autres

GAINS SUR FRAIS GENERAUX	43 700,00 €
--------------------------	-------------

Economies réalisées AT (CA non réalisé *9,6%)	52 972,99 €	1 471 472,03
---	-------------	--------------

GAINS SUR COÛTS DIRECTS	1 524 445,02
-------------------------	--------------

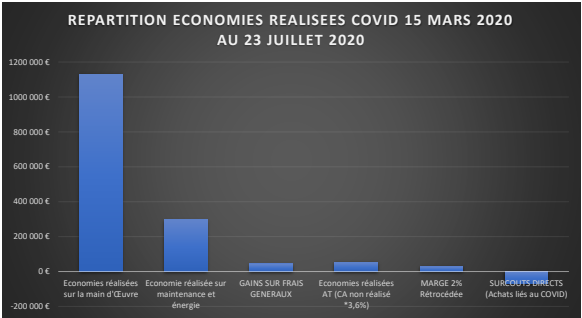
SURCOUTS DIRECTS (Achats liés au COVID)	68 975,73 €
---	-------------

SOLDE ECONOMIES-SURCOUT DIRECT	1 455 469,29
--------------------------------	--------------

MARGE 2% Rétrécédie	29 109,39 €
---------------------	-------------

SOLDE ECONOMIE - SURCOUT DIRECT MARGE DEDUITE	1 484 578,68
---	--------------

Montants Economies réalisées		1 553 554 €
Economies réalisées sur la main d'Œuvre	1 131 377 €	76,21%
Economie réalisée sur maintenance et énergie	296 395 €	19,96%
GAINS SUR FRAIS GENERAUX	43 700 €	2,94%
Economies réalisées AT (CA non réalisé *3,6%)	52 973 €	3,57%
MARGE 2% Rétrocedée	29 109 €	1,96%
SURCOUTS DIRECTS (Achats liés au COVID)	-68 976 €	-4,65%
SOLDE ECONOMIE - SURCOUT DIRECT MARGE DEDUITE	1 484 579 €	100,00%



AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	19/04/2021
Numéro :	BC_2021_062
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Prestations de services de transports publics urbains de voyageurs et Construction d'un dépôt de bus - Avenant n. 3 au marché n. 2018_367 SA KEOLIS
Matière :	8.7 - Transports
Interlocuteur	
Nom :	VINCENT Laurence

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : N81ZoV7

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021

Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_062-DE

Acte recu

[illegible]

Annexes

Nombre : 2

99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_062-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_062-DE-1-1_3.PDF

N